

Mohammed EL FELLAH
Directeur du Pôle Sécurité Globale et Gouvernances des Risques
du CISMED

“ Sebta ”, le signale d’alarme: Comment désamorcer le malaise des jeunes

Le Royaume du Maroc traverse au cours de cette décennie une séquence historique décisive, caractérisée par une affirmation géopolitique inédite sur la scène internationale. Porté par le renforcement de son ancrage diplomatique en Méditerranée et sur le continent africain, la reconnaissance internationale croissante de sa souveraineté territoriale, ainsi que l’opportunité stratégique que représente la co-organisation du Mondial de football 2030 aux côtés de l’Espagne et du Portugal, le pays s’impose désormais comme un pivot incontournable des équilibres stratégiques globaux. Toutefois, ce rayonnement extérieur d’envergure contraste vivement avec les fragilités socio-économique interne qui traversent la société marocaine notamment en ce qui concerne les jeunes générations. Les récentes événements caractérisées par les flux migratoires récurrentes enregistrées aux provinces du Nord, notamment au préside de Sebta (Ceuta), et l’essor de mobilisations numériques portées par la Génération Z ¹, mettent en lumière une crise social et une rupture progressive de la confiance citoyenne. Dès lors, une question centrale s’impose : **Comment le Maroc peut-il réconcilier son rayonnement géopolitique international avec l’intégration socio-économique de sa jeunesse pour refonder le contrat social à l’horizon 2030 ?** Pour répondre à cet enjeu majeur, le présent article s’articulera autour d’un parcours analytique en trois axes. Dans un premier temps, il s’agira d’analyser l’affirmation de la puissance géopolitique marocaine et la consolidation de son rayonnement stratégique, tout en révélant le paradoxe de puissance que soulignent la crise de Sebta ville occupée par l’Espagne. Puis, dans un deuxième temps, l’étude décortiquera le désarroi de la jeunesse, en examinant les déterminants économiques, institutionnels et territoriaux qui alimentent le sentiment d’exclusion de cette jeunesse. Enfin, le troisième temps sera consacré à la formulation d’orientations de politiques publiques concrètes, visant à convertir les opportunités du Mondial 2030 et l’attractivité internationale du pays en leviers d’inclusion durable et en un contrat social refondé.

I- Un rayonnement géopolitique et économique affirmés face au

¹ des jeunes issus de la classe démographique née entre 1997 et 2012

risque de fracture des génération:

L'analyse de la trajectoire contemporaine du Royaume du Maroc met en lumière un déploiement géopolitique majeur qui contraste vivement avec les fragilités manifestes de sa cohésion sociale interne.

Sur la scène internationale, la diplomatie marocaine ² a indiscutablement consolidé son statut de puissance régionale pivot en Méditerranée occidentale et sur le continent africain. L'ancrage des alliances transatlantiques et l'accord tripartite dans le sillage des Accords d'Abraham, le soutien décisif apporté par la France et l'Espagne au plan d'autonomie pour le Sahara occidental, en dépit des arbitrages délicats entrepris par Madrid pour préserver ses relations énergétiques avec l'Algérie, ainsi que la co-organisation historique du Mondial de football 2030 aux côtés de l'Espagne et du Portugal, témoignent d'une maîtrise remarquable du soft power et des équilibres stratégiques. Cependant, cette affirmation de puissance extérieure se heurte de plein fouet à la réalité socio-économique d'une partie de la Génération Z marocaine. Les tentatives récurrentes de franchissement collectif de la frontière entre Fnideq et l'enclave de Sebta, largement amplifiées et coordonnées par les réseaux sociaux, matérialisent un paradoxe singulier entre puissance diplomatique et vulnérabilité sociale.

En somme, ce phénomène ne saurait être réduit à une simple poussée migratoire : il constitue le symptôme d'un désenchantement profond envers l'ascenseur social, érigeant la frontière physique en symbole de rupture de confiance.

II- La fragilisation de la jeunesse et les vulnérabilités du contrat social interne:

Pour autant, ce constat de rupture invite à interroger les causes profondes de cette fracture socio-économique, lesquelles s'enracinent dans des faiblesses économiques et institutionnelles structurelles.

En effet, près d'un jeune marocain sur trois se trouve aujourd'hui dans la catégorie des marginalisés ³, c'est-à-dire durablement exclu de l'emploi, de l'éducation et de la formation. L'inadéquation persistante entre l'offre universitaire traditionnelle et les mutations du marché du travail, conjuguée à la fin définitive du commerce informel aux frontières de Sebta et Melilla — bien qu'indispensable pour la souveraineté fiscale du pays —, a plongé les provinces du Nord dans un marasme économique immédiat.

Parallèlement, ce déficit d'insertion est aggravé par une crise de

² Policy Center for the New South (PCNS) (2024). Le Maroc comme passerelle Atlantique-Méditerranée : Attractivité économique et projection d'influence à l'horizon 2030. Note d'orientation, Rabat.

³ Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE - Maroc) (2023). Les jeunes NEET (Neither in Employment, Education or Training) au Maroc : Enjeux d'insertion socioprofessionnelle et leviers d'action. Rapport annuel du CESE, Rabat.ess ».

la représentation politique : les partis, syndicats et relais traditionnels ne parviennent plus à dialoguer avec une jeunesse hyper connectée qui perçoit souvent l'accès aux opportunités économiques comme entravé par le manque de méritocratie ⁴. Dès lors, les grands projets d'infrastructures nationales peinent à susciter l'adhésion d'une génération qui se sent en marge de la modernisation. Ainsi, le sentiment de relégation de la jeunesse apparaît comme le produit direct d'une inadéquation entre l'accélération des grands chantiers de l'État et la lenteur des réformes sociales de proximité.

III. Recommandations et leviers de refondation du pacte de confiance:

Dès lors, face à l'urgence de ce diagnostic, il devient impératif d'orienter l'action publique vers des leviers d'action concrets capables de refonder le pacte social.

Sur le plan économique et territorial, la réponse de l'État doit s'articuler autour d'un objectif qui offre à chaque jeune sans emploi ni formation dans les zones prioritaires fragilisées une solution concrète, dans un délai de 4 mois, qu'il s'agisse d'un stage, d'une formation rapide ou d'un travail aidé par l'État. Tout en imposant dans les marchés du Mondial 2030 un quota de 15 % de recrutements réservé aux jeunes primo-demandeurs locaux.

De surcroît, la dynamisation des zones frontalières exige des incitations fiscales ciblées pour les PME ainsi que la création d'incubateurs dédiés aux métiers du numérique et de la transition écologique.

Sur le plan institutionnel enfin, la reconquête de la confiance passe par la démocratisation numérique des choix locaux et l'instauration d'une démocratie participative locale en impliquant les conseils de jeunes, et les associations locales dans le diagnostic des besoins régionaux et le suivi des politiques publiques.

C'est en plaçant sa jeunesse comme ressource stratégique et partenaire actif du développement du pays que le Royaume leur redonne la dignité par la construction d'une communication réaliste et porteuse d'espoir.

En somme, l'équation stratégique du Maroc à l'aube de cette nouvelle décennie réside dans sa capacité à faire converger son

⁴ Haut-Commissariat au Plan (HCP - Maroc) (2024). Enquête nationale sur la jeunesse, le marché du travail et la mobilité sociale au Maroc. Publications statistiques officielles du HCP, Rabat.

rayonnement extérieur avec ses impératifs de cohésion interne. Alors que le Royaume s'affirme comme un acteur géopolitique majeur et un hub d'investissements ⁵d'envergure internationale, la pérennité de son essor repose indéniablement sur sa jeunesse. C'est uniquement en plaçant la jeunesse au cœur des bénéfices du développement, par une égalité de chance renforcée, des opportunités économiques concrètes et une gouvernance de proximité, que le Maroc parviendra à transformer ses succès diplomatiques internationaux en une stabilité sociale résiliente et un contrat citoyen durable à l'horizon 2030.

5. Banque Mondiale (2023). Rapport sur le développement au Maroc : Concurrence, compétences et capital humain pour la jeunesse. Washington D.C.